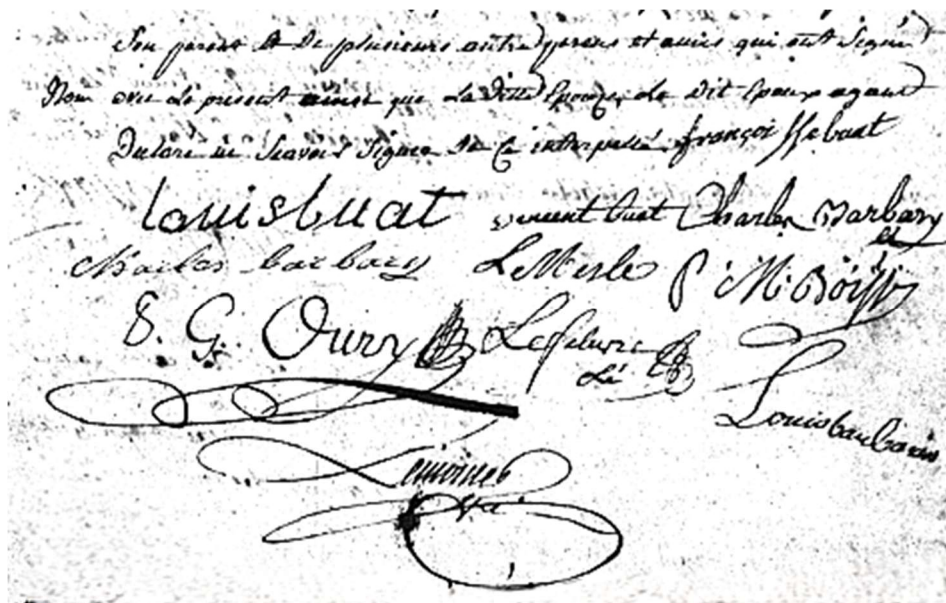


« Ledit époux ayant déclaré ne savoir signer de ce interpellé »

Par Marc Vigie



Archives départementales des Yvelines : BMS 1779-1784 – 4 E 2272, fol. 29.

Le 13 septembre 1779, Charles François Barbary, postillon de son état, « fils mineur de feu Louis Barbary, jardinier, et de Marie Lefranc », épouse Marie Françoise Buat, « fille mineure de feu Pierre Buat et de défunte Antoinette Françoise Oury ». Un mariage parmi les 787 unions célébrées à Rambouillet de janvier 1750 à décembre 1789.

L'historien familial des registres paroissiaux de l'Ancien Régime ne peut manquer d'éprouver une certaine émotion à la lecture des anciens actes de mariage. Il imagine l'application besogneuse des gens de peu, penchés sur le registre, aux mains gauches dès lors qu'elles ne sont pas employées aux travaux de chaque jour. Il entend le crissement de la plume sur le papier rétif de qualité médiocre. Il voit les époux et leurs témoins, soumis au regard attentif du curé qui veille à ce que la procédure soit expédiée conformément aux lois du roi¹. Une formalité administrative à accomplir pour l'un, le moment

important d'une vie pour les autres et une épreuve aussi, que tous ne surmontent pas. Charles François, comme sa mère qui a consenti au mariage, ne sait pas signer. Son incapacité à écrire son nom est sûrement pour lui plus qu'une gêne, une honte, l'aveu de son renoncement à toute individuation. D'autant que le curé refuse désormais systématiquement d'accepter par défaut de simples croix en guise de signatures, au contraire du notaire, du juge ou de l'officier qui, eux, les tolèrent encore. Marie Françoise, elle, s'acharne et y parvient. Encore le résultat de ses efforts n'est-il pas totalement probant. Sa marque est si discrète qu'on la distingue à peine du texte de l'acte : elle ignore les majuscules, orthographe mal le prénom, est dépourvue de paraphe. Malgré tout, cela vaut d'être noté, elle réussit mieux dans l'exercice que Louis Buat, son oncle et tuteur. La noce, exceptionnellement nombreuse pour des familles du commun, rassemble dix parents et témoins autour des époux, alors que

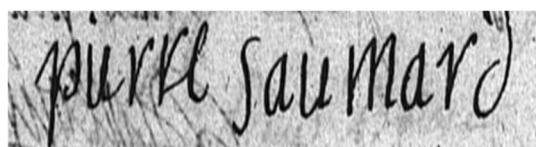
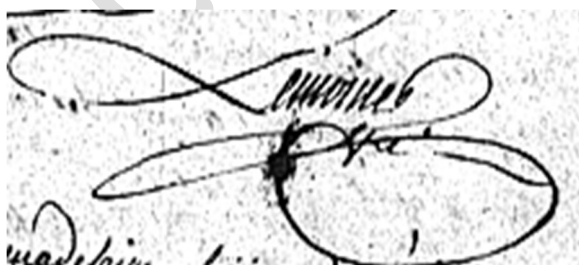
¹ L'ordonnance de 1667 exige la signature des nouveaux époux et de quatre témoins. » Si aucun d'eux ne sait

signer, ils le déclareront et seront, de ce fait, interpellés par le curé ou vicaire dont il sera fait mention ».

la loi n'en exige que quatre. Et, fait tout aussi rare, ils sont neuf à apposer leur signature : les deux frères et l'oncle de Charles François, trois oncles (dont le tuteur) et deux amis de Marie Françoise. Au terme de la première lecture d'un tel document, étroitement formaté sur le modèle d'une stricte procédure, bien des questions se posent. Par exemple, que nous disent ces signatures aux graphies si dissemblables ? Pourquoi les frères et oncle du marié signent-ils et pas lui ? Où et comment ont-ils appris à le faire ? Quels aspects de la société d'Ancien Régime cet acte de mariage nous révèle-t-il ?

Au XVIII^e siècle, avec l'essor des documents écrits de toute sorte - administratifs, commerciaux, juridiques, etc. - appelant une validation, l'usage de la signature, geste par excellence de l'individualité, s'impose définitivement dans les rapports sociaux et contribue à leur évolution. Il demeure cependant que, pour le plus grand nombre, l'écrit ne domine pas la vie quotidienne ni même les circonstances exceptionnelles. Tout le monde ne se soucie pas d'obtenir un acte authentique afin de régler en bonne et due forme une succession ou un apprentissage. La plupart des contrats et des transactions sont conclus sur simple parole, autour d'une chopine. La signature au mariage, en revanche, s'impose à tous. C'est pourquoi les actes de mariage sont considérés comme le seul véritable moyen d'évaluer, sous l'Ancien Régime, la répartition et le niveau de l'alphabétisation - soit la capacité à lire et écrire - et par là le taux de scolarisation de la population.

L'instrument est suffisamment commode pour avoir servi à de multiples enquêtes depuis la fin du XIX^e siècle, et notamment celle publiée par l'Institut national d'études démographiques (INED) en 1975, la référence absolue en la matière. Pour autant, il n'est pas d'une totale fiabilité. Les statistiques gauchissent la réalité. Si, dans le cas de Rambouillet, les curés successifs indiquent scrupuleusement qui sait ou pas signer - l'information manque pour moins de 0,5% des époux - peut-on pour autant en déduire que tous les signataires des actes savent réellement lire et écrire, que certains ne sont pas illettrés ? Il est possible de signer sans faire autre chose que reproduire le dessin des lettres de son nom appris par cœur. Il n'est pas non plus nécessaire d'aller dans la petite école de la paroisse ou chez les frères des écoles chrétiennes pour apprendre à lire et écrire. La déclaration royale du 13 décembre 1687, renouvelée par celle du 14 mai 1724, incite à établir « autant qu'il est possible » des maîtres dans les paroisses, d'abord pour instruire les enfants du catéchisme (il s'agit d'éradiquer le protestantisme) « comme aussi pour apprendre à lire et même à écrire à ceux qui pourraient en avoir besoin ». Cette scolarisation facultative doit se faire avant l'âge de 14 ans. Elle dure deux à trois ans, rarement plus, souvent moins. En effet, si elle ne coûte pas très cher, les plus modestes limitent les frais aux quelques sols nécessaires pour que leurs enfants « apprennent à faire leurs noms » et seulement cela. De toute évidence, Pierre Saumard n'en a pas appris davantage².



² Archives départementales des Yvelines, BM 1760-1763, fol. 11, acte de baptême du 28 avril 1760.

Une signature maîtrisée illustre effectivement la capacité à lire mentalement ce que la main écrit. À l'époque, il est d'usage de commencer par apprendre à lire avant d'écrire. Ces deux apprentissages demandent du temps, de l'assiduité, et un minimum de compétences pédagogiques de la part du maître, parfois le curé lui-même, mais cela peut être n'importe qui ayant prouvé une certaine maîtrise de l'écrit, autant de conditions souvent très imparfaitement réunies. Les résultats sont donc très inégaux. Louis Buat, appliqué et besogneux, quoique d'un meilleur niveau que Pierre Saumard, n'a de toute évidence pas l'habitude d'écrire. Il est probable qu'il peine à déchiffrer des textes simples. En revanche, la maîtrise du vicaire est éclatante, comme le prouvent à elles seules la nervosité de l'écriture et l'ampleur du

paraphe. On retrouve une certaine aisance sous la plume de Pierre Georges Oury, l'un des oncles de François.

Entre 1750 et 1789, à Rambouillet, 48,8% des époux signent, soit un peu plus que la moyenne du royaume (42%). Dans le même temps, le font aussi 81,6% des témoins enregistrés. L'écart entre les deux scores est notable. Comment l'expliquer ? La mesure des stratégies intra-familiales - comme on l'observe avec le clan Barbary - ne suffit pas. En revanche, il est certain que les plus modestes, inspirés par l'exemple des couches supérieures, entendent parer leurs mariages du lustre que procure un nombre élevé de témoins alphabétisés, au moins en apparence. On observe encore une réelle homogamie socio-culturelle.

Les deux époux signant	Les deux époux ne signant pas	Un seul époux signant
38,9%	31,8%	29,3%

Signatures et homogamie sociale

L'exemple ramboliteau présente quelques caractères originaux. Le taux de signatures, toujours plus élevé que la moyenne nationale, pour les hommes comme pour les femmes, loin de connaître une alternance d'avancées et de reculs comme partout ailleurs, diminue continûment. Autrement dit, on ne constate pas la moindre accentuation de la demande sociale en matière d'instruction. Par ailleurs, le retard

des femmes par rapport aux hommes s'accroît tout au long de la période, ce qui, là encore, distingue le chef-lieu du duché-pairie. On l'observe aussi avec les remariages. 54,7% des veufs savent signer contre 47,5% des veuves. Majoritairement, la capacité des femmes à signer est étroitement attachée à la position sociale de la famille, l'individu compte rarement.

	1750-59	1760-69	1770-79	1780-89	1750-89
Hommes	67,1%	64%	56,3%	51,5%	58,5%
Femmes	56,1%	51,6%	42,6%	44,1%	39,1%

Époux signant l'acte de mariage entre 1750 et 1789.

	Journaliers	Laboureurs	« Marchands »	Artisans
Hommes	24,5%	52,6%	93,3%	73,2%
Femmes	12%	54%	93%	69%

Taux de signatures selon la qualité (hommes) et l'ascendance (femmes) entre 1740 et 1789.

La hiérarchie sociale demeure en effet, pour les hommes comme pour les femmes, le facteur le plus puissant des inégalités devant la signature. Les journaliers, entendons les plus démunis en terres parmi les paysans, sont, sans grande surprise, largement surclassés par les laboureurs, aisés et à l'abri de la précarité. Aucun des « portefaix » et autres « hommes de peine » ne sait signer. L'opposition entre les résidents du bourg de Rambouillet proprement dit et ses écarts à dominante rurale (Groussay, Grenonvilliers, etc.) n'est pas moins saisissante. Les « marchands » - la qualification désigne les négociants (en blé, en bois, en chevaux, etc.) et les plus riches des commerçants - sont proches des 100% affichés par

les quelques « bourgeois », magistrats et autres officiers des maisons princières.

Leur activité requiert de savoir lire et écrire pour tenir des registres et des comptes. Enfin, les artisans du cuir, du bois, du fer et du bâtiment dominant les « laboureurs » dont la plupart sont pourtant plus riches.

Dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, apprendre à signer son nom est à Rambouillet une demande sociale plus forte que celle de savoir réellement lire et écrire, car il s'agit surtout de pouvoir affirmer son identité et d'être reconnu par la communauté. Hier comme aujourd'hui, la signature est aussi une empreinte de soi, une trace dans le temps.